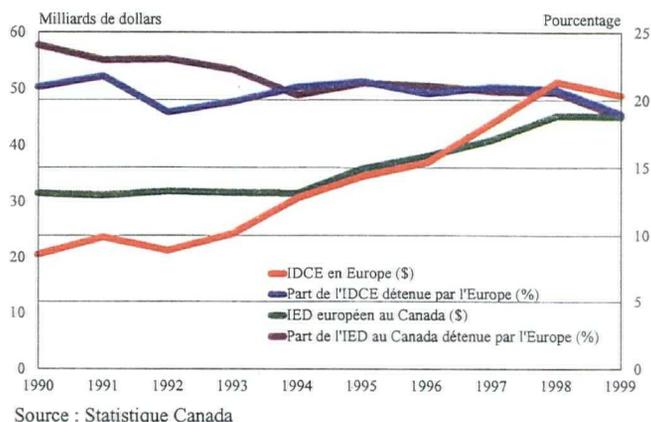


FIGURE 10

ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT CANADA-UNION EUROPÉENNE, 1990-1999



À l'instar du Royaume-Uni, la France a aussi vu sa part de l'investissement direct du Canada dans les pays de l'Union européenne diminuer de 25 p. 100, celle-ci passant de 10,4 p. 100 en 1988 à 7,7 p. 100 en 1999. Cependant, les investisseurs français ont été relativement plus dynamiques, investissant assez fortement au Canada. En conséquence, leur part de l'investissement direct de l'UE au Canada a bondi de 8,7 à 14,2 p. 100 au cours de la période 1988-1999. Cela représente une augmentation relative de plus de 60 p. 100 de la part de l'investissement européen direct au Canada détenue par la France. Encore une fois, si l'on exprime ces parts en fonction de l'investissement total, la part de l'ensemble de l'IDCE détenue par la France a reculé de 1,8 à 1,5 p. 100, tandis que la part de l'IED au Canada détenue par ce pays a progressé de 1,9 à 2,7 p. 100. Pour placer ces chiffres en perspective, signalons que l'investissement direct du Canada en France a augmenté de 160 p. 100, à 3,8 milliards de dollars, entre 1988 et 1999, ce qui est légèrement inférieur au rythme de croissance de l'IDCE total (223 p. 100). De même, l'investissement français direct au Canada a augmenté plus rapidement que l'IED total au Canada durant cette période, et cela par une marge considérable : 191 p. 100 contre 110 p. 100. En 1999, l'IED français au Canada totalisait 6,4 milliards de dollars.

Les Pays-Bas, l'Irlande et l'Allemagne ont vu la valeur de l'investissement direct du Canada sur leur territoire quintupler ou plus pendant la période 1988-1999. En conséquence, leur part individuelle de l'IDCE total dans l'UE a augmenté de 7,2 points de pourcentage, 5,4 points de pourcentage et 3,8 points de pourcentage, respectivement. Plus récemment, la part de l'IDCE dans l'UE élargie prenant la destination de la Suède a augmenté, soit de 0,2 p. 100 en 1995 à 1,6 p. 100 en 1999.

Globalement, on semble observer une maturité croissante ou un plus large éventail d'intérêts parmi les investisseurs canadiens. Les investissements ont délaissé les marchés européens traditionnels – la Grande-Bretagne et la France – pour aller saisir des occasions